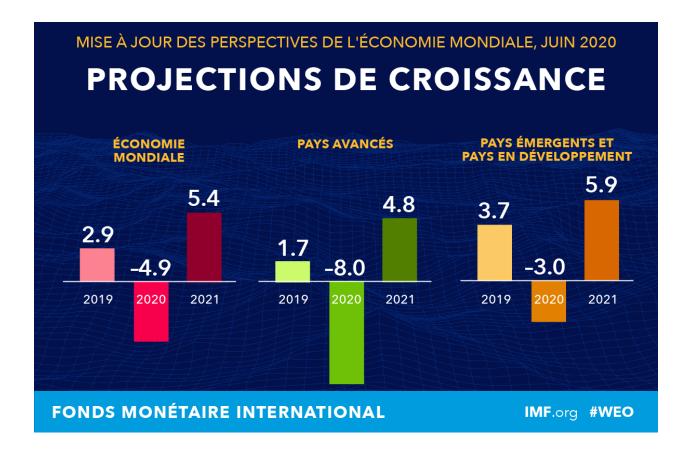
2020: Une crise sans précédent, une reprise incertaine (FMI) Mise à jour juin 2020

Selon les projections, le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020, c'est-à-dire de 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2020. La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif plus important que prévu sur l'activité au cours du premier semestre 2020, et la reprise devrait être plus progressive que ce à quoi on s'attendait. En 2021, la croissance mondiale devrait atteindre 5,4 %. Globalement, le PIB de 2021 devrait donc se retrouver quelque 6½ points de pourcentage au-dessous du niveau envisagé par les projections établies en janvier 2020, avant la pandémie de COVID-19. L'impact négatif sur les ménages à bas revenus est particulièrement sévère, et pourrait compromettre les progrès considérables qui ont été accomplis en matière de réduction de l'extrême pauvreté dans le monde depuis les années 90.

Comme pour les projections des PEM d'avril 2020, la présente mise à jour est marquée par un degré d'incertitude plus élevé que d'habitude. Le scénario de référence repose sur un certain nombre d'hypothèses de base concernant les répercussions de la pandémie. Dans les pays qui enregistrent une baisse des taux d'infection, la reprise plus lente qui est attendue tient à la persistance des pratiques de distanciation physique au cours du second semestre 2020, aux séquelles plus importantes (pour le potentiel d'offre) de la baisse plus marquée que prévu de l'activité pendant la période de confinement au cours des premier et second trimestres 2020, ainsi qu'à une perte de productivité liée aux mesures prises par les entreprises toujours en activité pour renforcer la sécurité et l'hygiène au travail. Dans les pays où les taux d'infection ne sont pas encore maîtrisés, un confinement prolongé aura des conséquences d'autant plus néfastes sur l'activité économique. Par ailleurs, il est supposé que les conditions financières, qui se sont assouplies après la publication des PEM d'avril 2020, resteront globalement les mêmes qu'aujourd'hui. D'autres issues que celles du scénario de référence sont tout à fait envisageables, et pas uniquement en fonction de l'évolution de la pandémie. L'ampleur de la récente embellie sur les marchés financiers semble décorrélée de l'évolution des perspectives économiques, comme indiqué dans la Mise à jour du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (GFSR) ; il est donc possible que les conditions de financement se durcissent davantage que ne l'a prévu le scénario de référence.



Tous les pays, y compris ceux qui semblent avoir dépassé le pic épidémique, doivent veiller à ce que leurs systèmes de santé disposent de movens suffisants. La communauté internationale doit soutenir bien davantage les initiatives nationales, notamment en apportant une aide financière aux pays dont les capacités en matière de soins sont limitées et, à mesure que les essais cliniques progressent, en acheminant des fonds destinés à la production de vaccins, afin que des doses suffisantes soient rapidement mises à la disposition de tous les pays à un prix abordable. Là où des mesures de confinement s'imposent, la politique économique doit continuer à compenser les pertes de revenus des ménages par des dispositifs à la fois ambitieux et ciblés, ainsi qu'à soutenir les entreprises qui subissent les conséquences d'une baisse de leur activité en raison des restrictions en vigueur. Dans les pays ayant décidé une réouverture de leur économie, les dispositifs de soutien ciblé doivent être progressivement désactivés à mesure que la reprise se dessine ; la politique économique doit alors viser à relancer la demande et à réaffecter les ressources disponibles vers les secteurs autres que ceux dont le poids dans l'économie est appelé à diminuer durablement au lendemain de la pandémie.

Une étroite coopération multilatérale demeure indispensable dans de multiples domaines. Les pays confrontés à des crises sanitaires et à des déficits de financement extérieur ont un besoin impérieux de liquidités, notamment par le biais d'un allégement de leur dette et d'un recours au dispositif mondial de sécurité financière. Indépendamment de la pandémie, les dirigeants doivent travailler de concert afin de résoudre les tensions commerciales et technologiques qui pourraient compromettre la reprise après la crise de COVID-19. De plus, en s'appuyant sur la baisse sans précédent des émissions de gaz à effet de serre pendant la pandémie, ils doivent mettre en œuvre leurs engagements en matière d'atténuation des changements climatiques et s'associer pour mettre en place à plus grande échelle des systèmes équitables de taxation du carbone, ou des dispositifs équivalents. Enfin, pour éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise. la communauté internationale doit agir dès maintenant en constituant des stocks mondiaux de biens essentiels et d'équipements de protection, en finançant la recherche et en consolidant les systèmes de santé publique, et en mettant en place des dispositifs permettant d'aider efficacement les populations les plus démunies.

'économie mondiale		PROJECTIONS	
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	2019	2020	2021
Production mondiale	2,9	-4,9	5,4
Pays avancés	1,7	-8,0	4,8
États-Unis	2,3	-8,0	4,5
Zone euro	1,3	-10,2	6,0
Allemagne	0,6	-7,8	5,4
France	1,5	-12,5	7,3
Italie	0,3	-12,8	6,3
Espagne	2,0	-12,8	6,3
Japon	0,7	-5,8	2,4
Royaume-Uni	1,4	-10,2	6,3
Canada	1,7	-8,4	4,9
Autres pays avancés	1,7	-4,8	4,2
Pays émergents et pays en développement	3,7	-3,0	5,9
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	-0,8	7,4
Chine	6,1	1,0	8,2
Inde	4,2	-4,5	6,0
ASEAN-5	4,9	-2,0	6,2
Pays émergents et pays en développement d'Europ	e 2,1	-5,8	4,3
Russie	1,3	-6,6	4,1
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-9,4	3,7
Brésil	1,1	-9,1	3,6
Mexique	-0,3	-10,5	3,3
Moyen-Orient et Asie centrale	1,0	-4,7	3,3
Arabie saoudite	0,3	-6,8	3,1
Afrique subsaharienne	3,1	-3,2	3,4
Nigéria	2,2	-5,4	2,6
Afrique du Sud	0,2	-8,0	3,5

Note : Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétai l'exercice 2020/21 débutant en avril 2020. La contraction de l'économie est de 4,9 % en 2020 sur la base de l'appé sévile

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

IMF.org